

, 1 6 7 , 7 8 7 ' 8 % 7 ( 5 1 ( 6 2 & , \$ / ( 7 ' ( 5 ( & + ( 5 &

**0 H V X U H V G - D S S O L s F D W**  
**articles 125 et 126 du Décret du**  
**4 novembre 1983 :**  
**Procédure administrative**  
**G - D G R S W L R Q**

μ OE μ μ ] OE v SE μ α OE '

E } À u OE î î î î

Table des matières

\$ Y L V G H O ¶ , Q - Ê t w S w i a l w d e C r e c h e r c h e s ..... 2

Préambule..... 3

Titre I. Définitions..... 5

7 L W U H , , ' H O ¶ D X W R U L V D W L R Q . . G . H . . I . R . Q . F . W . L . R . Q . Q . H . U . . ¶ W G H O ¶

Section I ' H O ¶ D X W R U L V D W . L . R . Q . . G . H . . I . R . Q . F . W . L . R . Q . Q . H . U . . . . . 7

Section III / H V R U J D Q L V P H V D . J . U . p . p . V . . j . . O . ¶ . D . G . R . S . W . L . R . Q . . . . . 10

Titre III / D S U R F p o s t a d o p t i o n . . . . . 12

Section I / D S U R F p G X U . H . . G . ¶ . D . G . R . S . W . L . R . Q . . . . . 12

Section III: Le suivi postadoption..... 17

Dispositions finales..... 19

6 & + e 0 \$ 3 5 2 & ( 6 6 8 6 ' ¶ \$ ' 2 3 7 , 2 1 . . ( 1 . . + \$ . 1 7 . . . . . 20

Avis de l'Institut du Bien-Être Social et de recherches



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

INSTITUT DU BIEN-ÊTRE SOCIAL  
ET DE RECHERCHES  
(IBESR)

IBESR/DG/04/12/# 269

Port-au-Prince, le 27 Avril 2012

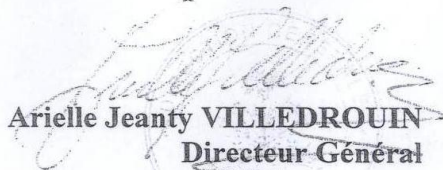
No. ....

**AVIS**

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) informe les Responsables de Crèches, les Cabinets d'Avocats, les Ambassades en particulier et le public en général que dans l'objectif de renforcer le système de protection de l'enfance, elle procédera à une révision de la procédure administrative relative à l'adoption, conformément à la Convention sur les Droits de l'Enfant (CDE) et au Décret du 4 novembre 1983.

A cet effet, aucun dossier de demande d'autorisation d'adoption ne sera reçu par les Services compétents de l'Institution du 7 mai au 31 juillet 2012.

La Direction Générale de l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (**IBESR**) invite tous ceux que la présente concerne à s'informer des nouvelles procédures administratives auprès de la Direction du Service Social à partir du 16 juillet 2012.

  
Arielle Jeanty **VILLEDROUIN**  
Directeur Général

IBESR

## Préambule

L'Institut National de la Santé et de Recherches (IBESR) définit une nouvelle procédure destinée à mieux réguler la phase administrative du processus de placement des enfants en respect des principes de subsidiarité et de protection de l'enfance dans le cadre des articles 125 et 126 du Décret du 4 novembre 1988, ainsi libellé :

*Article 125 : Le Service des Œuvres Sociales a pour rôle de :*

- *Contrôler et superviser les établissements concourant à la protection, à la garde et au placement des enfants du premier âge (0 à 3 ans) et du second âge (3 à 6 ans), les maisons maternelles, les crèches, les pouponnières, les orphelinats, les centres de placement surveillés et autres;*
- *Étudier les demandes d'autorisation de fonctionnement des œuvres privées, en tenant compte des titres et garanties requis pour diriger une maison d'enfants ; des titres et garanties à exiger du personnel appelé à y remplir des fonctions d'éducation et de toute personne qui exerce une fonction ou réside dans un de ces établissements ; des conditions d'installation et de fonctionnement de ces établissements, eu égard notamment aux catégories d'enfants qu'ils sont appelés à recevoir;*
- *Recevoir régulièrement et aux fins utiles un rapport détaillé sur les activités des œuvres sociales privées autorisées à fonctionner;*
- *.....*

*Article 126 : Le Service de l'Adoption est chargé d'examiner toutes requêtes présentées en vue de l'adoption, constituer les dossiers de chaque cas en considération avec le Service Social de l'Institution intéressée, recommander l'adoption et remplir les formalités nécessaires à l'adoption selon les normes et la procédure administrative arrêtée par l'IBESR.*

*Il est chargé d'entreprendre les démarches nécessaires et de remplir les formalités requises auprès des autorités compétentes pour l'établissement des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.*

*Il est chargé de préparer la recommandation en vue de la rédaction des actes de naissance des pupilles de l'assistance publique et des mineurs abandonnés qui en sont dépourvus.*

*Obligation est faite à tous les Directeurs de Centres de Transit et d'Accueil de soumettre à la Direction de l'IBESR toutes les requêtes et en général tous les dossiers d'adoption avant leur enrôlement aux tribunaux compétents.*

Cette procédure trouve son fondement dans la législation suivante

- & R Q V W L W X W L R Q G H O D 5 p S X E O L T X H G ¶ + D w W L G H D P H
- Convention sur les Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989
- & R Q Y H Q W L R Q V X U O D S U R W H F W L R Q G H V H Q I D Q W V H W internationale;
- Code Civil haïtien
- Code de Procédure Civile haïtien
- Code Pénal haïtien
- Décret Loi du 22 décembre 1971 régissant le fonctionnement H V P D L V R Q ; V G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 3 décembre 1973 sur les actes de naissance des enfants admis dans les maisons G ¶ H Q I D Q W V
- Décret du 4 avril V X U O ¶ D G R S W L R Q
- Décret du 4 novembre 1983 X U O ¶ R U J D Ministère des Affaires Sociales;
- / D O R L G X P D L U H O D W L Y H j O ¶ L Q W H U G L F W L R Q G H traitements inhumains contre les enfants.

Cette procédure est relative:

- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q Créé aux P D Q V R Q R G ¶ H Q I D Q W V
- À O ¶ L Q W H U Y H Q W L R Q G H O ¶ , % ( 6 5 H Q D P R Q W G H ¶ SUR F p G consentement G H V S D U H Q W V E L R O R O L T X S S D U H O ¶ D G R S W L R Q M X P H C D Y H F O H V U H V S R Q V D E O ¶ H a l a G e H a u P o n s t a n t R e q u i s i t o r e t d e C a n d i d a t U n g e de Paix ou le Notaire H W j W R X W S U R M H W G ¶ D S S D U H Q W H P H Q W O O ¶ D G R S W L R Q
- À O D F U p D W e l l e O m n i p a r t i s i p a i r e de soutien aux familles biologiques, dans la phase de recueil pré consentement de la recherche de mesures alternatives
- À O ¶ D X W R U L V D W L R Q G ¶ X Q Q R P E U H O L P L W p G ¶ R U J D Q L V P H base des documents et informations fournis par ces organismes et par les Autorités centrales G H V e W D W V G ¶ D F F X H L O V F R Q F H U Q p V

## Titre I. Définitions

1. Dans le cadre de la présente procédure on entend par

Adoption : Acte solennel prononcé par un tribunal et qui crée entre un couple hétérosexuel ou un célibataire et un enfant semblables à ceux qui résultent de la filiation par le sang.

Cet acte est considéré comme une mesure de protection et propice à son épanouissement, respectueux de ses droits fondamentaux.

Adoption directe/privée : Adoption dans laquelle les personnes ou entités auxquelles elle est prise directement entre un parent biologique et des futurs parents adoptifs.

Adoption indépendante/individuelle: Situation dans laquelle des futurs parents adoptifs jugés qualifiés et aptes à adopter par leur Autorité centrale ou leur organisme agréé.

Adoption intrafamiliale : Acte par lequel une personne adopte un enfant son proche parent.

Adoption internationale : Acte par lequel un enfant résidant en Haïti est adopté par une personne résidant habituellement dans un pays étranger et doit être déplacé vers un autre État, selon les règles établies par la loi.

Adoption nationale : Acte par lequel une personne résidant habituellement en Haïti adopte un enfant haïtien résidant habituellement en Haïti selon les règles établies par la loi.

Adoption simple : Acte par lequel certains effets du droit de la filiation tels le nom, les dévolutions successorales, mais reste attaché à sa famille biologique. Elle ne met pas fin au lien parent-enfant. Elle ne crée pas de lien de filiation entre l'adoptant et l'adopté. Elle ne supprime pas le lien de filiation existant entre l'adopté et ses parents biologiques.

Agrément: Acte par lequel l'Autorité centrale d'un pays étranger donne son accord à la permission de procéder à l'adoption.

Autorisation : Permis officiel délivré par le Gouvernement haïtien, à la demande d'un ressortissant étranger, la permission de travailler en Haïti.



## Titre II. De l'autorisation de fonctionner et de l'agrément

### Section I: De l'autorisation de fonctionner

#### 2. /HV PDLVRQV G¶HQIDQWV

/HV PDLVRQV G¶HQIDQWV pRQW en FKDUJH O¶respect des HQ droits et ses besoins dans le but de lui offrir un projet de vie familiale stable et permanent. Les crèches, orphelinats et centres de transit sont inclus dans cette catégorie.

##### 2.1. Les crèches

/D YRFDWLRQ G¶XQH FUqFKH HVW GH IRXUQLU XQ DFFXH et de le réintégrer, ou de contribuer à le réintégrer dans sa famille si cela est possible VRQ LQWpUrW (OOH GRLW IDYRULVHU OHV FRQWDFWV H DFFXHLOOLV SHXYHQW rWUH SODFpV SDU O¶,%(65 RX S FUqFKH GRLW LQIRUPHU O¶,%(des 48 heures). DUULYPH GH O¶HQ

##### 2.2. Les centres de transit

/D YRFDWLRQ GX FHQWUH GH WUDQVLW HVW G¶RULHQWH IDFLOLWDQW VL SRVVLEOH HW VL FHOD HVW GDQV O¶LQ G¶RULJLQH LQOHV DpODUJLH 6L FHOD Q¶HVW SDV HQYLVLGHQWLILH OHV EHVRLQV GH O¶HQIDQW HQ WHUPHV GH WHPSRUDLUH HQ IDPLOOH G¶DFFXHLO GRLW rWUH DORUV institutionnel. Une solution familiale permanente sera, dans tous les cas, recherchée en dernier lieu.

##### 2.3. Les orphelinats

/D YRFDWLRQ G¶XQ RUSKHOLQDW HVW GH IRXUQLU j O¶H temporaire dans un environnement protecteur, O¶DEUL GHV DEXV HW FRQ GpYHORSSHPHQW KDUPRQLHX[ 6HV LQIUDVWUXFWXUHV V environnement de vie le plus proche possible du cadre familial, en respectant les standards G¶DFFXHLO PLQLP D¶orphelinat doit, dans la mesure du possible, contribuer DFWLYHPHQW j OD UpLQWpJUDWLRQ GH O¶HQIDQW GDQV pODUJLH 6L FHWWH RSWLRQ Q¶HVW SDV SRVVLEOH RX familiale permanente alternatif doit être élaboré pour tout enfant placé, quels que soient son VH[H VRQ pWDW GH VDQWp HW FH HQ FROODERUDWLRQ



3. Toute PDLVRQ GpH, Q RDXQWIV QFWLRQQHU REWHQLU SUPDODEC  
par la Direction générale de O ¶ , % ( 6 5

4. 3RXU REWHQLB QO G DIX WRRQLWLDRAQ GpH U O ¶ ¶ % QWpsehtesV p  
pièces suivantes :

1° Acte constitutif

2° Statuts et règlements internes

3° /D OLVWH GHV PHPEUHV Administration & B QM H Conseil G ¶  
direction DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV  
FDVLHU MXGLFLDLUH GH FKDFXQ G ¶HX[

4° Adresse de la maison principale en Haïti et ses filiales sur le territoire, le cas échéant,  
comportant une description des locaux et du matériel;

5° Certificat attestant que le bâtiment répond aux normes sismiques et anticycloniques

6° 3UHXYH TXH OD VWUXFWXUH UpSRQG DX[ QRUPHV G ¶K  
dispose du personnel, du matériel et des équipements adéquats permettant la prise en  
charge des enfants;

7° Capacité G ¶ D F FXWH B M HFWLI GH O ¶ pWDEOLVVHPHQW

8° Organisation et fonctionnement de leurs différents services;

9° /H EXGJHW SRXU O ¶H[HUFLFH HWHFRXUUpV X B WEDW DGH I  
SUPFP GHQW H Antenne G ¶ DFWLYLWp

10° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G ¶ DGPLQLVWUDWL

11° /HV IUDLGHV GpH.

5. (Q YXH G ¶RFWUR\HU O ¶DXWRULVDWLRQ GGHIBQFWBQQ  
SURFqGHQW j WRXWHV OHV HQTXrWHV TX ¶LO MXJH QpFHV  
O ¶XQH GHV SHUVRQQHV FpRigeants Low XndeQWants Odans le RUJDQH  
IRQFWLRQQHPHQW GH O ¶RUJDQLVDWLRQ D IDLW O ¶REMH

1° ' ¶XQH FRW B B Q S p QDOH SRXU FULPHUHV XhoS B de O ¶XQ G  
voies de fait, infractions sexuelles, association de malfaiteurs, trafic de stupéfiants,  
séquestrations de personnes, enlèvement de mineurs, FULPHV HW GpOLWV HQY  
vol, escroquerie, abus de confiance, recel, tous autres infractions privatives de liberté  
ou;

2° '¶ XQ UHWUDLW e G¶ D X M P U LVDWLRQ

3° 6L O¶ XQH GHV SHUV-RESSUS ne jout pas la reconnaissance juridique ou;

4° '¶ XQH PHVUHWUØHW SDUWLHO RX WRWDO GH O¶ DXWRUL

6. /¶ DXWRULVDWLRQ GH IRQFWLRQGHX[ HVWDQDODRDW S¶ XQ GHX[ H[HUFLFHV ILVFDX[ FRQVpFXWLIV (Q +DwWL O¶ H[H V¶ DFKqY s de D x p R le.

7. ,O HVW IDLW REOLJDWLRQ DX[ UHVSQRVDEOHV GH PDLV HQIDQWV UHFHXLOOLV GDQV OHXU LQVWLWXWLRQ HW GH nouvellement recueilli, sous peine de sanctions et punies par les dispositions du titre II section VI, paragraphe un et deux (1 & 2) de la loi No 4 du Code pénal relative aux crimes HW GpOLWV WHQG DQW j HPSrFKHU RX GpWUXLUH OD S compromettre son existence, enlèvement de mineurs, etc.

8. 3RXU VLJQDOHU j O¶ ,%(65 WRXW HQIDQW FRQILp j XQH P maison doit se faire accompagner du/des p(s) biologique(s) ou dtuteur GH O¶ HQIDQW PXQLV GH OHXU SLqFH G¶ QLGHVQV DQW p G W G¶ HQ¶ DQW H G

### Section II : De l'agrément

9. 7RXWH PDLV s autorisée à organiser des crèche ou orphelinat qui désire étendre ses activités à l'adoption nationale ou internationale doit être titulaire agrément délivré par O¶ ,%(65

10. Le dossier de demande d'agrément sur DW adoptif, sous peine d'irrecevabilité, doit comprendre

1° /HWWUH GH GHPD;QGH G¶ DXWRULVDWLRQ

2° /¶ DXWRULVDWLRQGH IRQFWLRQGHU

3° Le nombre d'enfants pés ou accueillis paOD PDLV R et copie de leur acte de naissance, de leur documentation sociale et psychologique ainsi que de leur certificat médical et leur photo

4° La liste des partenaires nationaux et internationaux dans le domaine p d a;

5° Copie de la convention de l'Union des Républiques Dominicaines et de la République d'Haïti (OAA).

11. / 1 DJU p PHQW SRXU SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ G p OLYU p D  
DQ VRLW OD GXU p H ( G 1 X D W W L H U F L F H U L F L F D H O I L V F O G p E X  
V 1 D F K q Y H D X P R L V G H V H S W H P E U H

12. 7RXWH GHPDQGH GH UHQRXYHOOHPHQW G 1 DXWRULVDWLRQ  
SUDWLTXHU O 1 DGRSWLRQ GRLW rWUH DFFRPSDJQ p H G XG

13. / 1 , % ( 6 5 SURF q GH DX Uihw de fonctionner en Haïti par ces mêmes autorités avant de solliciter toute  
G 1 HQIDQWV GH PrPH TX 1 du 25 décembre 1971, aux articles 125 et 126 du Décret du 4 novembre 1983 et de respect  
G 1 DXWRULVDWLRQ 1 G H U p R C F Q W L R Q H F U D R X S G p Y X V j O 1 D U W L  
de la présente procédure.

**Section III : Les organismes agréés à l'adoption**

14. / 1 UJDQLVPH DJU p (OAA) O 1 DGRSWLRQ ne peut être autorisé à travailler en Haïti par ces mêmes autorités avant de solliciter toute  
DXWRULVDWLRQ DXSU q V GH O 1 , % ( 6 5

15. / 1 RUJDQLVPH DJU p p j O 1 DGRSWLRQ 2 \$ \$ O 1 R % W 5 R D W H Q  
permettant de fonctionner en Haïti. ( Q Y X H G 1 R E W H Q L U O 1 D r e x n a t i o n a l , V D W L R Q  
les responsables doivent obligatoirement

3 U R G X L U H S D U p F U L - Ê t r e s o u s i l e s r e d u c t i o n s ( B E S P ) L u n e d e m a n d e  
G 1 DXWRULVDWLRQ H L I Q R G L F T X I D R O M Q I O P H V Q P R W L I V S R X U O H V  
V R Q S D \ W R U I D V p X S U D W L T X H U O 1 D G R S W L R Q H Q + D w W L

À O 1 D S S X e m a n d e s o u r d r e :

1° Une lettre de confirmation G H O 1 \$ e n W a r d e L w p a y

2° 8 Q H F R S L H F R Q I R U p e r f o r m e r O 1 d a n s l e p a y G H O 1 D X W R U L V D W L R Q  
travailler en Haïti délivrée par cette même autorité

3° / H V V W D W X W V G H O 1 R U J D Q L V P H

4° /D OLVWH GHV PHPEUHV Gixn & RQ Vhse0 de PpcepL QLVWU  
DFFRPSDJQpH GHV FXUULFXOXP YLWDH HW GHV DEVH  
judiciai UH GH FexD FxQ G¶

5° /H EXGJHW SRXU O¶H[HUFLFH HQ FRXUV OH ELODQ I  
SU pFp GHQW H GantEre G¶ DFWLYLWp

6° La liste des crèches avec lesquelles ils entretiennent des relations en vue de réaliser des adoptions, en précisant leurs coordonnées et le nom de leur dirigeant

7° Deux lettres de références notariées

8° 3KRWRV GHV PHPEUHV GX & RQVHLO G¶ DGPLQLVWUDWL

16. /¶ 2 \$ \$ détenant une autorisation en Haïti doit convenir et signer une Convention de partenariat DSSURXY p H SDUH FO ¶, % ( 6 BDLV Réas ave les Quides W V D entretient des activités

17. L ¶ DAA détenant une autorisation en Haïtia pour responsabilité de

1° Rechercher GDQV OH SD\ V G¶ DFFXHL Oes G Accueil Des Quides V OHV adoptés;

2° Informer et sensibiliser OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV GpVLUI +DwWL GHV DVSHFWV WHFKQLTXHV HW MXULG LTXH V C Haïti;

3° Conseiller les futurs parents adoptifs W LIV j OD SUPSDUDWLRQ GX SUR constitution du dossier;

4° Confirmer que lacapacité légale des futurs parents adoptifs été vérifiée

5° Confirmer que lesaptitudes à adopter des futurs parents adoptifs été évaluées positivement;

6° Acheminer les dossiers des futurs adoptants O¶, % pou O¶ DSSDUHQWHPHQ O¶ DXWRULVDWLRQ G¶ DGRSWLRQ

7° Diriger les futurs parents adoptifs qui souhaitent adopter des enfants ayant des besoins spéciaux vers des professionnels spécialisés de file encadrer;

8° RHSUPVHQWHU OHV IXWXUV SDUHQWV DGRSWLIV GDQV

9° Assurer aveles parents adoptifs suivi post adoption

18. / ¶ DX WR UL W p SXE OL ¶ X \$ \$ F X B S p W H C P D R H A ¶ E ¶ s l a O n du pays, soumet à ¶ , % ( 6 5 O D O L V W H G a p t e à a d o p t e r i n s i v u e l e u r G B S i e n l u e de O ¶ D S S D U H Q W H P H Q W

19. / ¶ , % ( 6 5 V H l e u r p r o t e c t i o n l i m i t e r le nombre des organismes agréés j O ¶ p t i o n ( O A A ) H W O H Q R P E p a r p a y s d a n s l e s W L o n d r e de m a i s o n G ¶ H i t e d e c a m p a i n s O ¶ D G R S W L R Q

20. / ¶ , % ( 6 5 c e d e D X U H W U D L W G a t t o r d e p a r l a C o m m u n a u t e a g r e e j R O ¶ p t i o n ( O A A ) , d H P r P H T X ¶ l e u r r e s t r i c t i o n a u t o r i s a t i o n o u t o u t r e n o u v e l l e m e n t G ¶ D X W p a r l e s D e p a r t e m e n t s O ¶ d e l a 3 5 e d u D e c r e t d u 2 2 d e c e m b r e 1 9 7 1 x a r t i c l e s 1 2 5 e t 1 2 6 d u D e c r e t d u 4 n o v e m b r e 1 9 8 3 e t d e r e s p e c t d e l a p r e s e n t e p r o c e d u r e

### Titre III : La procédure d'adoption

#### Section I: La procédure d'adoption

21. En vertu des principes de subsidiarité We G H O ¶ L Q W p U r W V X O ¶ D G L R S W L R Q nationale et intrafamiliale est H Q F R X U D J p H D Y D Q W G H U H F R X U L U j O ¶ D G

22. / ¶ D G R S W L R Q H W H Q S D U W L F X O L H U O ¶ D G R S W L R Q L Q W H systématique pour les enfants accueillis G D Q V O H V P D L V R q V O G ¶ U H Q I T X ¶ W Q H C U p S R Q G D X [ F U L W q U H V G ¶ Q B R P S W L V R l a g r e e p a r l e d e p a r t e m e n t s X H X U j O ¶ , % ( 6 5 T X L F H Q W l e u r H O L V I Q I O R W G R D G R L S W U D E O H V H W S U P avec une famille adoptante.

23. I B E S R e Q P D W L q U H G ¶ D G R S W L R Q D S R X U P L V V L R Q G H

1° Coopérer avec les autres autorités centrales des pays G ¶ D F F X H L O

2° Promouvoir une collaboration avec toutes les entités concernées pour assurer la protection des enfants;

3° Fournir des informations sur toute la législation en matière d'adoption et de protection de O ¶ H Q I D Q W

4° 6 ¶ D V V X U H U T X I Q O H Q P P D M V O U H W G ¶ I G O S W L S R U Q Q F L O S V H L V G H V X S p U L H X U G H s u b s t a n t i e l s d r o i t s r e s p e c t e s ; G H

5° Prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'un placement dans XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV RX GXUD d'adoption.

24. /H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ

/H 6HUYLFH GH O¶\$GRSWLRQ HVW FKDUJp GH

1° Examiner OHV UHTXrWHV HQ YXH GH O¶DGRSWLRQ

2° &RQVWLWXHU OHV GRVVLHUV GHV HQIDQWV DGRSWDE intéressée;

3° 5HPSOLU OHV IRUPDOLWpV QpFHVVDLUHV SRXU O¶pW SXSLOOHV GH O¶DeVLDLWUDeAFHDSYEQILe sont dépourvus;

4° En cas de demande d'adoption émanant de ressortissants étrangers résidant en Haïti, établir un rapport à l'Autorité centrale de leur pays par la Direction générale;

5° 5HFRPPDQGHU O¶DGRSWLRQ LD O¶DpW Apparemment et acceptation des futurs parents adoptifs;

6° Rassembler, conserver et constituer une banque de données portant sur les origines des enfants;

7° Échanger des informations relatives à situation de l'enfant et des parents adoptifs, en cas de recherche familiale, après autorisation du Directeur général

8° Établir des statistiques sociales mensuelles;

9° Assurer le suivi post-adoption.

25. La cellule multidisciplinaire

/H 6HUYL AdopHestOr¶ Enoncé par une cellule multidisciplinaire composée de SV\FKRORJXHV GH WUDYDLOOHXUV VRFLDX[ HW G¶DYRFD

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les parents biologiques dans leur projet de FRQVHQWPHQW j O¶DGRSWLRQ Biologiques et SreBSPVDe au Directeur général toutes mesures alternatives permettant à terme la réintégration familiale de O¶HQIDQW RX VRQ SODFHPHQW IDPLOLDO SHUPDQHQW déclarations des parents biolog TXHV GH O¶HQIDQW HQ de vant le Gue FRQVHQW de Paix ou le Notaire, dans les délais impartis.

(OOH G pWHUPLQH O¶DGRSWDELOLWp SV\FKRVRFLDOH HW parent(s) ou la personne responsable ont donné le pFRQVHQWHPHQW j O¶DGR OLEUH HW pFODLU p VXU OD EDVH GHV SULQFLSHV GH V avant tout enrôlement devant les Tribunaux compétents.

(OOH SHXW V¶DGMRLQG UH j WLW UPH LF/RQWX G¶IDQWIDIQ VOV circonstance.

La Cellule multidisciplinaire conseille et oriente les futurs parents adoptifs résidant en Haïti GDQV OHXU SURMHW G¶DGRSWLRQ (Cellule de l'adoption) O¶p Y I adoption de parents de nationalité haïtienne résidant habituellement en Haïti.

## Section II : L'adoptabilité des enfants

26. Les mineurs de moins de seize (16) ans G H O¶XQ RX, adoptables sont V H [ H

1° Les enfants orphelins

2° Les enfants déclarés abandonnés

3° Les enfants pour lesquels les parents ont consenti j O¶DGRSWLRQ et éclairée dans le strict UHVSHFW GHV SULQFLSHV U p JLVVDQW O¶DGRSW

Une attention particulière sera accordée aux enfants ayant des besoins spéciaux les enfants plus âgés, les frères, les enfants souffrant de troubles physiques, mentaux ou émotionnels.

27. /HV PLQHUV FRQILpV j XQH PDLVRQ G¶HQIDQWV VXU O DGRSWDEOHV TX¶DSU des HQTUSWV G¶X O¶U/(65H UHFKHUF mesures alternatives SDU O¶pTXLSH P et O¶légalisation des parents biologiques avant tout consentement devant le Juge de Paix par acte authentique devant Notaire RX j O¶pWUDQJHU GHYDQW O¶\$JHQW FRQVXODLUH

28. Dans le cas des enfants abandonnés, de père et mère inconnus, le Magistrat OH FRQVHQWHPHQW j O¶DGRSWLRQ

29. La Cellule multi disciplinaire, dans la phase du consentement d'adoption, tient compte GH O¶RSLQLRQS GH VOV k JH GH GRX]H DQV





/H 6HUYLEFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV  
O¶DEDQGRQ UpHO GHV HQIDQWV

6XU OH UDSSRUW GXGLW 6HUYLEFH HW OH FHUWLILFD  
'LUHFWLRQ JpQpUDOH VROOLFLWH GX 0D, le cas échéant, son  
consentement à leur adoption.

### 33.2. Enfants orphelins

/RUVTXH OH PLQHXU Q¶D SOXV QL SqUH QL PqUH R  
manifeste leur volonté, le consentement est donné par le conseil de famille.

### 33.3. Enfants avec parents biologiques

/H 6HUYLEFH GHV ^XYUHV 6RFLDOHV SURFqGH j GHV UHQFRWUHV  
DYHF OHV SDUHQWV FRPSUpKHQVLRQ GH OD SRUWpH GX JHVWH TX¶LOV V¶  
j O¶DGRSWLRQ (OOH V¶DVV¶s alternatives de placement de l'enfant  
O¶HQIDQW GDQV VD IDPLOOH RQW pWp pYDOXpHV D  
FRQVHQWPHQW SXLV O¶DXWRULVDWLRQ GpOLYUpH  
devant les tribunaux compétents.

Dans tous les cas, le Service G¶\$GRSWLRQ de l'État conjointement avec les  
PDLVRQV G¶\$GRSWLRQV de l'État par les

34. /HV GRFXPHQWV UHTXLV j OD FRQVWLWXWLRQ GX GRVVLH

1° Extrait des archives GH QDLVVDFH GH O¶H

2° &HUWLILFDWULQGHQVLRQ cas échéant;

3° Extrait des archives GH GpFqV GHV SDUHQWV ELRORJLTXHV V¶L

4° Conseil de famille, le cas échéant

5° +LVWRLUH VRFLDOH GH O¶HQIDQW

6° 5DSSRUW G¶Histoire biologique XU OD

7° eYDOXDWLRQ SV\FKRORJLTXH GH O¶HQIDQW

8° Certificat médical détaillé incluant un bilan de santé complet;

9° ([WUDLW G¶DUFKLYHV GH O¶DFWH GH PDULDJH GHV SD

10° Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p d e G ¶ G ¶ H Q W D H Q W p F H Q W H

11° NIF ou CIN des parents biologiques.

35. /HV GRFXPHQWV UHTXLV DX G p S { W G ¶ XQ GRVVLHU GHV P  
sont les suivants

1° Lettre de dHPDQGH G ¶ DGRSW;LRQ SHUVRQQDOLV p H

2° Évaluation sociale du foyer;

3° Évaluation psychologique des adoptants

4° Document délivré par O ¶ D X p ¶ Rique W ¶ P S p W H Q W H G X attestation de G ¶ D F F X H  
qualification et des aptitudes pour adopter des cand (adopté) selon la législation  
G X S D \ V G ¶ D F F X H L O

5° Extrait de O ¶ D de naissance des adoptants

6° ( [ W U D L o t e d e m a r i a g e s adoptants

7° Certificat médical incluant un bilan de santé complet examen de laboratoire

8° \$ W W H V W D W L R Q G ¶ D E V H Q F H G ¶ D Q W p F p G H Q W V M X G L F L D

9° Let W U H G H F R Q I L U P D W L R Q G ¶ H P S O R L S U p F L V D Q W O H V I  
le salaire

10° Attestation bancaire titres de propriété

11° Deux lettres de références notariées

12 Trois (3) photos G ¶ L G H Q W L W p G H G D W H U p F H Q W H

36. Tous les documents versés au dossier doivent être rédigés en français ou si le cas le requiert, doivent être traduits en français certifiés conformes et légalisés.

### Section III : Le suivi postadoption

37. Le suivi postadoption se déroule en fonction des rapports W p P R L J Q D Q W G H O ¶ p Y R O  
O ¶ L Q W p J U D W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W s o n t e n v o i e s a u m e m b r e C e s r a p p o r t s P L O O H  
sont produits selon les modalités suivantes

- 5 DSSRUW 6 L[ PRLV DS dans sa Onf Delle famille Le rapport O H QIDQW être effectué sous la responsabilité du Directeur O 2 \$ \$
- 5 DSSRUW 'RX]H PRLV DS dans sa Onf Delle famille Le rapport O H QIDQW doit être effectué V R X V O D UH VSRQV DELOLW p GX 'LUHFWHXU GH
- Rapport 3: Dix- K X L W PRLV U D S Y p H G dans sa Onf Delle famille Le rapport doit être effectué sous la responsabilité 'LUHFWHXU GH O 2 \$ \$
- Rapport 4 :Vingt- T X D W U H PRLV DS U q V dans sa Onf Delle famille Le rapport doit être effectué sous la responsabilité X 'LUHFWHXU GH O 2 \$ \$
- Rapport 5 : Trente- V L[ PRLV DS U q V O H dans sa Onf Delle famille Le rapport doit être produit par des experts indépendants
- Rapport 6 : Quarante- huit mois DS U q V O H D U U L dans sa Onf Delle famille Le rapport doit être produit par des experts indépendants.
- 5 DSSRUW 6 R L [ D Q W H PRLV DS dans sa Onf Delle famille Le rapport doit être produit par des experts indépendants.

38. / P A A V H Q J D J H j H I I H F W X H U O H V L L Y Q D X S L O W U G H Q F R C V H [ L J H Q F H V D V V R F L p H V j O D S U R G X F W L R Q G H V U D S S R U W V

39. Le rapport de suivi post-adoption comprend

- 1° / p Y D O x D W L E B G O H Q I D Q W
- 2° Le bulletin scolaire;
- 3° / p M a t i o n p s y c h o l o g i q u e
- 4° / p Y D O x D W L R Q

40. L 2 \$ \$ V H Q J D J H j W U D Q V P H W W U H O H V U D S S R U W V G p Y R O , % ( 6 5 U D S S R U W V H W V H U R Q W U H P L V j O , % ( 6 5 S I

41. / D F U q F K H G p V L U H X V H G R E W H Q L U D G R V S W Q R R Q U B W Q R H Q V I V D G U H V V H U j O , % ( 6 5

42. / D G R E V I L U R C a r a c t è r e c o n f i d e n t i e l . E n c o n s é q u e n c e

- 1° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH GLYXOJXHU DXFXQH LQIRU adoptants et les adoptés RX GH WLHUFHV SD baw Latw autorités DGRSW compétentes
- 2° /D FUqFKH V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW TXL tierces;
- 3° /D FUqFKH V¶HQJDJH j SRUWHU j O¶DWWHQWLRQ GH O¶une mise en contact avec des adoptants ~~stutées~~
- 4° L¶RUJDQLVPH DJUp¶ V¶HQJDJH j QH PHWWUH HQ FRQWDFW biologiques ou de tierces parties en Haïti.

- 43. /HV \$XWRULWpV FHQWUDOHV HW O¶,% (65 V¶HQJDJHQW j recherche des origines et de retrouvailles internationales. En cas de recherche des liens ELRORJLTXH V O¶LQWpUHVVp H DGXOWH RX OHV SDUH DGUHVHURQW XQH FRUUVSRQGDFH SDU O¶HQWUHP L Directeur général GH O¶,% (65 XWRULVHUD OH 6HU.YLFH G¶\$GRSWL
- 44. /H 6HU.YLFH GH O¶\$GRSWLRQ DUFKLYH WRXV OHV GRFXP support papier via la Section des Archives et supports électroniques, balayés et conservés sur CD.

Dispositions finales

- 45. 1XO QH SHXW WLUHU XQ JDLQ PDWpULHO LQGX HQ UDL adoption nationale ou internationale.

Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont OHV HUYHQXH V GDQV O¶DGRSWLRQ

/HV GLULJHDQWV DGPLQLVWUDWHXUV HW HPSOR\pV G¶R peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

Les contrevenants seront passibles de sanctions prévues au Code pénal régissant la matière.

- 46. 3RXU WRXW FH TXL Q¶HVW SDV SUpYX GDQV OD SUpVH GLVSHQVH SUpVLGHQWLHO OH OD OpJLVODWLRQ HQ YLJ G¶DGRSWLRQ VXSSOp¶D EXL V¶U¶SDUQFÈme Sociale de Recherches.

/D SUpVHQWH SURFpGXUH UHQWUHUD HQ YLJXHXU VXU V 1<sup>er</sup> octobre 2012.

**SCHÉMA PROCESSUS D'ADOPTION EN HAÏTI : PHASES ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE**  
(Réf : Décrets du 4 avril 1974 et 4 novembre 1983)

| PHASES         | ÉTAPES                              | DESCRIPTION   | INSTANCES  |
|----------------|-------------------------------------|---|--|
| ADMINISTRATIVE | 1                                   | Recherche familiale   | 6 HU YLFH - XYUHV  |
|                |                                     | 'p FODUDWLRQ & B Q WE DLQFRWQ G ¶ DEDC  | 6 HU YLFH - XYUHV /<br>Juges de Paix                                     |
|                |                                     | 3 ODFHPHQW G ¶ HQIDQW HQIDQWV DEDQG<br>(parents pour cause de précarité)                          | 6 HU YLFH - XYUHV / 6  |
|                | 2                                   | 'p FLVLRQ G ¶ DGRS WDLV BQW HPHQW j   | Service Adoption<br>Cellule multi disciplinaire/ IBESR                   |
|                |                                     | Rétractation du pré consentement  | Cellule multi disciplinaire  |
|                | 3                                   | Banque de données sur les potentiels parents adoptifs   | IBESR via les Autorités publiques<br>compétentes ou le 3AA               |
|                |                                     | \$ SSDUHQWHPHQW - XPHODJH G ¶ XQ HQI  | Cellule multi disciplinaire via les<br>PDLVRQV G ¶ HQ                    |
|                | Exception                           | Dispense présidentielle   | IBESR via Ministère de la<br>Justice/Président République                |
|                |                                     | Publication Arrêté présidentiel   | Presses Nationales (Moniteur)  |
|                | 4                                   | 3 URSRVLWLRQ GH O ¶ HQIDQW DX [ F   | IBESR ± OAA  |
| 5              | Accord à la poursuite des démarches | Futurs parents adoptifs et Autorité<br>compétente S D \ V G ¶ D F                                 |  |
| 6              | 5 HFRPPDQGDLWRQ GH O ¶ DGRSWLRQ     | Direction générale IBESR  |  |
| JUDICIAIRE     | 7                                   | Consentement légal des parents biologiques<br>du Conseil de famille<br>Procès YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ | Juge de Paix ou Notaire  |
|                | 8                                   | Correspondance au Commissaire du Gouvernement   | Avocats <sup>1</sup>   |
|                | 9                                   | Jugement homologuant le Procès<br>YHUEDO G ¶ DGRSWLRQ   | Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance                                     |
|                | Exception                           | Voies de recours en cas de<br>XV G ¶ KRPRORJDW  | & RXU G ¶ \$SSH  |
|                |                                     |   | Cour de Cassation  |
| 10             | \$ FWH G ¶ DGRSWLRQ                 | 2 IILFLHU G ¶ eWD   |  |
| FINALE         | 11                                  | Poursuite des démarches administratives<br>légalisation <sup>2</sup>                              | Parquet<br>Ministère de la Justice,<br>Ministère des Affaires Étrangères |
|                | 12                                  | Passeport   | Direction Immigration et<br>Émigration                                   |
|                | 13                                  | Visa (Adoption internationale)  | Consulats  |
|                | 14                                  | \$ XWRULVDWLRQ GH G pSDUW G   | IBESR  |

NB : <sup>1</sup> Les Avocats peuvent intervenir dans toutes les phases du processus d'adoption.

<sup>2</sup> Les documents constituant le dossier doivent être rédigés en français, certifiés conformes à l'original et légalisés quelle que soit la phase du processus.

( Q I R L G H T X R L O H V K D X W V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S ) V O U S I N F O R M E G X  
présente procédure rédigée par Andolphe E. D. Guillaume, Assistant légal sur demande du  
Directeur Général, Madame Arielle Jeanty Villedrouin, pour servir et valoir ce que de droit.

) D L W j O ¶ , Q V - É F É S O C I A L H A I T I D E R E C H E R C H E S ( I B E S R ) , l e 1 7 j u i l l e t 2 0 1 2 , e n u n s e u l  
exemplaire qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires sociales et du Travail et  
dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité  
Publique et des Affaires étrangères et des Cultes, aux Doyens des Tribunaux de Première  
Instance, aux Commissaires du Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Autorités  
centrales des pays du Groupe de Montréal, aux Ambassades et Consulats accrédités en Haïti, aux  
Organisations internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine  
G H O D S U R W H F W L R Q G H O ¶ H Q I D Q W D X [ U H V S R Q V D E O H V G H  
P r P H T X ¶ H O O H V H U D G L V S R Q L E O H S R X U W R X W F L W R \ H Q V ¶  
G H V P D L V R Q V G ¶ H Q I D Q W V H Q + D w W L

**Rédigée par :**

---

Andolphe E. D. Guillaume  
Assistant Légal

**Approuvée par :**

---

Marie Chantal Joseph  
Directeur Administratif

---

Edwin Cassés  
Directeur Service Social

---

Marie Carmel Déjean  
Directeur Défense Sociale

---

Arielle Jeanty Villedrouin  
Directeur Général

---

José Raymond Gauthier  
Ministre des Affaires Sociales et du Travail


En foi de quoi, les hauteurs du l'Institut du Bien-être Social et de Recherches, ont signé le présente protocole rédigé par Anabelle E. D. Guillemain, Avocat légal, une Avocate de l'Ordre du Québec, Madame Anick Jany V. Dubois, pour servir et valoir ce que de droit.


Fait à l'Institut du Bien-être Social et de Recherches (IBSR), le 17 juillet 2011, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires sociales et du Travail et dont une copie certifiée conforme sera remise aux Ministères de la Justice et de la Sécurité Publique et des Affaires étrangères et des Colles, aux Doyens des Tribunaux de Première Instance, aux Commissions de Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Maîtres des Audiences, aux Commissions de Gouvernement, aux Juges de Paix, aux Maîtres des Audiences, aux Commissions de Gouvernement, aux Ambassadeurs et Consuls accrédités au Québec, aux Organisations internationales et Organisations non gouvernementales évoluant dans le domaine de la protection de l'enfant, aux responsables de maisons d'enfants et aux Cabinets d'Avocats de même qu'elle sera disponible pour tout citoyen s'intéressant à l'adoption et au fonctionnement des maisons d'enfants au Québec.

Rédigé par :


  
Anabelle E. D. Guillemain  
Avocat légal

Approuvé par :

  
Marie-Chantal Joseph  
Directeur Administratif

  
Edwin Cassin  
Directeur Service Social

  
Marie-Carmel Dupont  
Directeur Défense Sociale

  
Anick Jany V. Dubois  
Directrice Générale

  
Josée Raymond Gauthier  
Ministre des Affaires Sociales et du Travail